



## La Belgique a-t-elle perdu (au change) en choisissant l'euro ?

Xavier Dupret  
Mai 2019  
19.000 signes

*Une étude<sup>1</sup> qui a fait grand bruit dans les médias (alternatifs comme mainstreams) tentait d'évaluer l'impact de l'adoption de l'euro sur l'économie belge. Selon un service d'études allemand, la perte de prospérité subséquente à l'adoption de la monnaie unique a été plus importante en Belgique qu'en Espagne.*

Pour ceux qui ont eu l'occasion de voir de près l'impact de la crise en Espagne, cette affirmation ne manquera pas de surprendre. Les chiffres de cette étude sont pourtant sans équivoque.

### *Nouvelle-Zélande du nord ?*

La Belgique, selon cette source, perdu plus de 69 milliards d'euros depuis l'adoption de l'euro. Soit une perte par habitant de 6.370 euros par habitant entre 1999 et 2017. Il s'agit là d'une perte per capita supérieure à ce que cette étude a calculé pour l'Espagne (-5.031 euros). Pour arriver à ce résultat, la trajectoire comparée de la Belgique a été appréhendée en relation avec 4 pays. Chacun de ces derniers a fait l'objet d'une pondération. Le tableau qui suit reprend ces comparaisons et ces pondérations.

PAYS	PONDERATION
Royaume-Uni	55,30%
Danemark	27%
Nouvelle-Zélande	13,40%
Japon	4,30%

Source : Alessandro Gasparotti, Matthias Kullas, Centre for European Policy, L'euro a 20 ans: qui sont les perdants ? Qui sont les gagnants ? Une étude empirique, Fribourg, mars 2019.

<sup>1</sup> Alessandro Gasparotti, Matthias Kullas, Centre for European Policy, L'euro a 20 ans: qui sont les perdants ? Qui sont les gagnants ? Une étude empirique, Fribourg, mars 2019.

La trajectoire de la Belgique depuis 1999 serait donc, d'après le CEP, comparable à 55,3% à celle du Royaume-Uni et à 27% similaire à celle du Danemark. De manière plus surprenante, les évolutions de la croissance en Belgique seraient, toujours d'après le CEP, comparables à raison de 13,40% à celle de la Nouvelle-Zélande et pour 4,30% à celle du Japon.

Il faut, à présent, examiner dans quelle mesure ces comparaisons tiennent (ou non) la route. Commençons par les références les plus exotiques, à savoir le Japon (4,3%) et la Nouvelle-Zélande (13,40%). Cette position importante accordée à ce pays des antipodes ne finit pas de laisser rêveur. Une volonté de réalisme des hypothèses nous amène à constater que 75% des exportations de la Nouvelle-Zélande est composée de matières premières. Pour l'anecdote, le deuxième poste d'exportations de la Nouvelle-Zélande, en 2017, était le fait des viandes caprine et ovine<sup>2</sup>.

### *Commerce extérieur de la Belgique*

On ne trouve évidemment rien de comparable pour la Belgique. En 2018, le premier poste d'exportation du pays était les véhicules à moteur et leurs composants (51,8 milliards de dollars). On relèvera également l'importance de la filière chimie pour notre pays puisqu'en agglomérant les produits pharmaceutiques, les combustibles, les produits chimiques organiques et les matières plastiques, on obtient un total de plus de 162 milliards de dollars, soit 34% des exportations du pays.

Pour les produits pharmaceutiques, le top 5 mondial est le suivant.

<b>Exportations de produits pharmaceutiques (2018) en milliards de dollars</b>	<b>601</b>
Allemagne	96,8
Suisse	75,2
Irlande	53,5
USA	48,4
Belgique	47,6

Source : ITC Trade Map, mai 2019

L'Allemagne est le premier exportateur mondial de médicaments avec des ventes à l'étranger pour 96,8 milliards de dollars. La Belgique se situe en 5ème position avec des exportations mondiale en 2018 pour 47,6 milliards de dollars. Les ventes de la Belgique représentaient donc, en 2018, 49% de celles de l'Allemagne.

Où en était donc la Belgique, dans ce secteur, par rapport à l'Allemagne en 2001 avant l'adoption de l'euro ? Les ventes à l'exportation de la Belgique représentaient à l'époque 52% de celles de l'Allemagne. On ne peut guère affirmer que l'introduction de la monnaie unique a profondément désavantagé la Belgique par rapport à l'Allemagne.

Depuis 2001, on note l'évolution suivante dans le secteur des médicaments. L'Irlande représentait un volume d'exportations de 75 milliards d'euros en 2018 contre 10,8 milliards de dollars en 2001. En 2018, l'Irlande a donc déclassé la Belgique. De surcroît, la Suisse a approfondi son différentiel avec la Belgique. En 2001, les exportations belges de

---

<sup>2</sup> The Observatory of Economic Complexity, février 2019.

médicaments représentaient 80,7% de celles de la Suisse. En 2018, cette proportion était passée à 63,3%. Qu'en penser ? L'Irlande est membre du club de l'euro. Ce pays ne peut avoir connu une progression de ses exportations en raison d'un phénomène de dépréciation monétaire. Pour ce qui est de la Suisse, les données sont encore plus en décalage avec les perspectives de l'étude dressée par le CEP. En effet, le franc suisse s'est beaucoup apprécié face à l'euro depuis la création de ce dernier.

En 2003, la devise helvète tournait autour de 0,63-0,64 euros. Ce niveau de change allait perdurer jusqu'en 2009. A cette époque, le franc suisse terminait l'année à 0,68 euros. Il allait continuer sur cette lancée au cours des cinq années qui ont suivi tant et si bien qu'à la fin de l'été 2013, le franc suisse valait 0,83 euros, soit une progression en dix ans de près de 32%. Nous n'étions qu'au début de l'ascension. Au début de l'année 2015, la monnaie de la confédération helvétique culminait à 0,96 euros. Un mouvement de baisse, tout relatif, est alors à signaler. Depuis mars 2018, la devise suisse s'est stabilisée aux alentours de 0,87-0,88 euros.

La perte de parts de marché à l'exportation face à la Suisse ne s'expliquant pas par des raisons monétaires, il faut chercher ailleurs. L'économie belge ne se caractérise pas par l'existence de champions (multi)nationaux, comme c'est le cas de la Suisse. L'éloignement des centres de décision industriels de la Belgique constitue peut-être une hypothèse à creuser afin d'expliquer cette perte de compétitivité du secteur pharmaceutique belge. Quant au retard pris face à l'Irlande, il serait intéressant de pointer un facteur d'ordre davantage juridico-institutionnel qu'économique, à savoir l'optimisation fiscale dans le cadre des prix de transfert. Le prix de transfert renvoie à « un terme général pour l'établissement de prix des transactions transfrontalières, intra-firmes entre les parties liées. Le prix de transfert désigne l'établissement de prix pour les transactions entre entreprises associées, qui impliquent un transfert de biens ou de services »<sup>3</sup>. Il va de soi, dans une certaine logique de maximisation des profits, que le but du prix de transfert consiste à vendre à bon marché d'un site de production se situant dans un pays à fiscalité élevée vers un autre site dans un pays où la fiscalité est plus clémente. C'est de là que l'on vendra et facturera les produits au prix le plus élevé possible. C'est ainsi que « les prix de transfert sont significativement plus bas que les prix de marché uniquement pour les transactions vers les pays ayant des taux d'imposition très bas. Notre analyse montre que l'essentiel de l'optimisation fiscale est opérée vers quelques paradis fiscaux tels que Hong Kong, l'Irlande, le Luxembourg, Singapour ou la Suisse ».<sup>4</sup>

### *Chimie belge (suite et fin)*

Le deuxième poste d'exportation de l'économie belge au sein du sous-ensemble de la chimie est formé par les combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation, matières bitumineuses et cires minérales. En clair, il s'agit de la pétrochimie. Pour ce secteur, les données relatives aux exportations belges en lien avec l'euro sont particulièrement claires. La Belgique est, hors Russie, le troisième pays européen actif dans les exportations du secteur, derrière les Pays-Bas (numéro un) et la Norvège (numéro deux). On peut comparer, pour la trajectoire 2001-2018, les évolutions de ces trois pays en ce qui concerne les exportations en matière de pétrochimie. On voit que les Pays-Bas exportaient pour 13,38

<sup>3</sup> ONU, Practical manual on transfer pricing for developing countries, 2017.

<sup>4</sup> Farid Toubal, Ronald B. Davies, Julien Martin, Mathieu Parenti, *Prix de transfert et optimisation fiscale : le fait d'un faible nombre d'entreprises multinationales dans les paradis fiscaux*, CEPIL, décembre 2014.

milliards de dollars en 2001 contre 97,33 milliards en 2018. Il s'agit là d'une multiplication par 7 des exportations néerlandaises. La Norvège, de son côté, a plus que doublé ses exportations. Au cours de la même période, la Belgique a multiplié par cinq ses exportations pétrochimiques. La force de l'euro n'a, d'évidence, guère pesé sur le dynamisme des secteurs pétrochimiques néerlandais et belge.

On s'aperçoit que, dans le secteur pétrochimique, la Belgique est le premier client des Pays-Bas et l'inverse est également vrai. En 2001, la Belgique importait pour 8,77 milliards de produits pétrochimiques contre des exportations de 1,5 milliard en direction de notre voisin batave. A l'époque, nous importions 5,85 fois plus des Pays-Bas que nous n'exportions vers ce pays. En 2018, cette dépendance a considérablement diminué puisque la Belgique importait 2,7 fois plus qu'elle n'exportait dans son commerce avec les Pays-Bas. On peut difficilement dire que la Belgique a souffert de l'adoption de l'euro dans ce compartiment précis de ses exportations.

En ce qui concerne les produits chimiques organiques, la position de la Belgique s'est considérablement raffermie depuis le tournant du passage à l'euro. En 2001, la Belgique était classée derrière les Etats-Unis, le Japon, l'Irlande et l'Allemagne. On constate que pour cette catégorie de produit, la Belgique a déclassé l'Allemagne. Cette dernière exportait, en 2001, pour 13 milliards de dollars de produits issus de la chimie organique contre 10 milliards pour la Belgique. En 2018, les exportations belges dans le domaine se chiffraient à 37,68 milliards de dollars contre 26 milliards pour l'Allemagne. Face aux Etats-Unis, dont la devise s'est pourtant dépréciée face à l'euro depuis 2002, la Belgique a gagné des parts de marché. Là encore, on note une insensibilité des exportations belges à l'appréciation de l'euro.

Il reste à examiner les matières plastiques pour lesquelles la Belgique est la septième exportatrice dans le monde. De ce point de vue, il faut signaler un différentiel par rapport à l'Allemagne en ce qui concerne la croissance des exportations. On la constate pour tous les grands producteurs européens, à l'exception des Pays-Bas comme le prouve le tableau suivant.

Pays	Exportations de matières plastiques en 2001 (milliards de dollars)	Exportations de matières plastiques en 2018 (milliards de dollars)	Différentiel (exportations 2018/ exportations 2001)
Allemagne	14,56	49,04	3,39
France	10,71	25,97	2,42
Italie	8,59	22,09	2,57
Belgique	8,04	19,85	2,46
Pays-Bas	4,88	17,77	3,64

Source : ITC Trade Map, Produit : 39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières, février 2019.

La France, l'Italie et la Belgique ont connu une croissance de leurs exportations de matières plastiques inférieure à celle de l'Allemagne. En revanche, les Pays-Bas ont connu une progression de leurs exportations légèrement supérieure à celle de l'Allemagne. Il se pourrait que l'on retrouve, pour les autres pays comparés à l'Allemagne, un phénomène d'attraction pour la qualité allemande en raison d'un renchérissement de l'euro. Si tel était le cas, l'économie belge a perdu, entre 2001 et 2018, 7,4 milliards d'euros.

## *Et l'automobile pour finir*

Pour avoir une vue d'ensemble de l'impact du passage à l'euro sur les exportations belges, il faut également tenir compte des évolutions caractérisant le secteur automobile au sens large, c'est-à-dire en intégrant la fabrication de composants intervenant dans la construction des véhicules à moteur. On repère une croissance de 85% des exportations belges dans le domaine alors que les exportations allemandes, pour ce secteur, ont été multipliées par 2,7. On doit discuter du fait d'imputer ce différentiel de croissance à la seule envolée de l'euro qui aurait empêché aux exportations belges de croître. Les profondes restructurations qui ont marqué le secteur automobile en Belgique ne sont évidemment pas étrangères à cet état de choses. En effet, la production automobile belge est passée de 9% à 3% de la production automobile européenne entre 1995 et 2015<sup>5</sup>. Le mouvement de déclin de la production est antérieur à l'adoption de l'euro. Il se double d'une course au moins-disant social. « Les processus de restructuration dans les pays développés (UE15, États-Unis et Canada) sont en très large partie la conséquence des délocalisations de la production automobile vers, respectivement, les PECO [Pays d'Europe Centrale et Orientale] et le Mexique. Si l'ampleur et la nature des deux processus de restructuration ont différé dans les années 2000, avec notamment un nombre beaucoup plus important d'emplois perdus aux États-Unis, nous avons vu qu'ils ont plutôt convergé dans la période suivante. Parmi les points en commun nous avons souligné en particulier: le diagnostic de la crise en termes de surcapacités, un déplacement durable (...) de la production automobile vers le sud, en Amérique du Nord, et vers l'est, en Europe, et un alignement des relations d'emploi vers le bas (destruction importante d'emplois, réduction ou stagnation des salaires réels »<sup>6</sup>.

La Belgique a, d'ailleurs, été touchée très tôt par ce processus. La fermeture de Renault Vilvoorde en 1997 est considérée par les spécialistes comme un moment d'inflexion vers une profonde redéfinition des relations industrielles au sein du secteur automobile européen. L'usine de Vilvoorde a mis la clé sous le paillason non pas en raison de mauvaises performances mais à cause de sa «taille», de sa «situation» et, surtout, de ses «coûts de production plus élevés que le site de Douai » dans le nord de la France<sup>7</sup>. On voit là bien peu de relations avec l'avènement de la monnaie unique européenne.

## *Conclusion*

Au terme de cet examen un peu aride, il est possible d'affirmer qu'entre 2001 et 2017, la prospérité de l'économie belge a souffert principalement du dumping fiscal et social d'autres pays membres de l'Union européenne. Cette donnée préexistait à la naissance de l'euro et constitue le moteur des restructurations dans le secteur automobile, par exemple. Dans d'autres secteurs, spécialement au sein de la branche « chimie », on note un dynamisme certain en dépit de salaires élevés. Cette progression des exportations aurait sans doute été supérieure si la Belgique avait compté des centres de décision en lien avec l'orientation des investissements, en clair des champions nationaux. De surcroît, l'économie belge se caractérise par une forte dépendance à l'égard du marché intérieur européen vers lequel sont destinées 75% de ses exportations<sup>8</sup>. Cette donnée signifie que l'appréciation de l'euro

---

<sup>5</sup> Tommaso Pardi, *L'avenir du travail dans le secteur automobile*, Rapport OIT, 26 avril 2017, p.58.

<sup>6</sup> Tommaso Pardi, *op.cit.*, p.102.

<sup>7</sup> Elsie Charron. *Making Renault for Europe: Workers from Renault's plants outside France*, in Elsie Charron et Paul Stewart, *Work and employment relations in the automobile industry*, Palgrave MacMillan, Londres, 2004, p.234.

<sup>8</sup> The Observatory of Economic Complexity, décembre 2018. Calculs propres.

n'impacte que marginalement les exportations belges.

Il va également de soi que l'austérité qui, après la crise de 2007-2008, a frigorifié l'Europe n'a pas fait du bien à la Belgique. Pour une petite économie ouverte comme la nôtre, le fait que l'économie européenne n'ait pas encore complètement retrouvé, à l'heure où ces lignes étaient écrites (mai 2019), son niveau de 2008 représente une perte de clients potentiels pour l'économie belge. L'importante concentration des exportations belges vers le reste de l'Europe doit, cependant, être examinée avec circonspection. La Belgique est, en effet, un pays de transformation. Il en résulte, par voie de conséquence, un phénomène d'exportations indirectes. Ces dernières, et c'est typiquement le cas des exportations de composantes automobiles, consistent en l'exportation de produits semi-finis depuis la Belgique vers des clients européens. Ces produits entrent dans la fabrication de productions à plus haute valeur ajoutée et sont ensuite réexportés vers des marchés non européens. La Belgique est donc un gros sous-traitant pour toute l'Europe, avec les pertes de valeur ajoutée que cela peut entraîner. Le fait de ne pas disposer de grands champions nationaux explique, sans aucun doute, cette position particulière du pays dans les chaînes de valeur en Europe.

Enfin, il faut tenir compte d'un élément plus récent, à savoir la politique de modération salariale imposée par la coalition MR-NVA. Cette dernière s'est traduite de la manière suivante. Sur la période 2014-2018, le taux de croissance de la consommation des particuliers en Belgique a diminué et a été inférieur à celui de nos voisins. En effet, l'Allemagne et les Pays-Bas affichaient un taux se situant autour de 1,5%. Par contre, la croissance de la consommation en Belgique a été inférieure à un pourcent durant cette période. Le décalage porte essentiellement sur les produits non essentiels comme les vacances ou les restaurants ainsi que les biens durables (voitures, équipement électroménager). Cette situation s'explique par la croissance des revenus disponibles en Belgique (+1,3%) inférieure à celle de nos voisins (+1,5% aux Pays-Bas et 2,4% en Allemagne)<sup>9</sup>.

En définitive, rien à voir là encore avec le passage à l'euro, contrairement aux dures épreuves qu'a traversées, par exemple, l'Etat espagnol.

---

<sup>9</sup> Le Soir, édition du 10 mai 2019. Cet article du Soir dévoile les conclusions d'une étude de la Banque Nationale de Belgique (BNB) qui est arrivée par la bande au quotidien vespéral. Lorsqu'elle sera publiée *in extenso* par la BNB, elle sera analysée dans un article consacré à l'économie belge après les élections de mai 2019.